

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse



Informations du Guatemala

4° année/ N° 188

Du 12 au 18 septembre 1986

POLITIQUE

Gaspar Ilom: "L'insurrection affronte avec succès les offensives"
Cerezo "Châtiment injustifié pour les militaires"
Edén Pastora cofirme l'appui guatémaltèque aux contras
Menaces des escadrons de la mort
Bourses fournies par l'AID pour les coopérativistes
Le Congrès n'a passé que deux lois
Interconnection électrique entre le Salvador et le Guatemala

ECONOMIE

Emission de millions sans provision

CONTRE-INSURRECTION

L'Armée anéantit des cultures dans le nord-ouest

INSURRECTION

Les causes justifiant l'insurrection sont présentes
Echec répété pour la contre-offensive militaire

MOUVEMENT POPULAIRE

Des organisations proches de la DC prônent la division syndicale
Promotion de réformes du Code de Travail
Grève des travailleurs de la banque d'Etat

SITUATION SOCIALE

80 petits guatémaltèques sur 100 souffrent de malnutrition

DROITS DE L'HOMME

Victimes supplémentaires de la vague de violence
Les forces de sécurité interviennent dans les assassinats et enlèvements
La démarche du juge de la CSJ échoue
Le Congrès ne trouve pas de Procureur des Droits de l'Homme

REFUGIES

Des orphelins réfugiés refusent de rentrer au Guatemala

4° P. 12315

POLITIQUE

GASPAR ILOM: "L'INSURRECTION AFFRONTÉ AVEC SUCCÈS LES OFFENSIVES"

Le Commandant en Chef de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- Gaspar Ilom, signalait au cours de déclarations diffusées le 18 septembre dans le cadre du septième anniversaire de cette organisation révolutionnaire, que l'insurrection guatémaltèque affronte avec succès les offensives militaires les plus dures lancées au cours de ces dernières années par l'armée gouvernementale.

Selon un document provenant des montagnes occidentales guatémaltèques, le dirigeant indique que le gouvernement civil actuel s'achemine dans la voie qui fût celle des gouvernements militaires antérieurs lorsqu'il s'efforce de supprimer les forces révolutionnaires et parallèlement quand il met sur pied une campagne systématique de répression qui comprend des enlèvements, des disparitions, des attentats, la découverte de cadavres portant des traces de torture aux fins de créer et de maintenir un climat de terreur.

Ilom, membre de la Direction Générale de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- a indiqué que ce fut une défaite pour l'armée de ne pas être arrivé à atteindre l'objectif fixé, à savoir infliger des coups importants à la guérilla alors que, du contraire, les militaires ont souffert de nombreuses pertes en leur sein. Ilom a, en outre, précisé que le mode de combat adopté par l'insurrection fait montre des progrès qualitatifs obtenus dans le mouvement rebelle.

CEREZO: "CHATIMENT INJUSTIFIÉ POUR LES MILITAIRES"

Le 13 septembre, le Président Vinicio Cerezo, au cours d'un entretien accordé à l'agence IPS et publié dans le journal mexicain Excelsior, signalait qu'il rejetait une fois encore les exigences de divers secteurs nationaux et internationaux visant à ce que les militaires responsables des violations des Droits de l'Homme soient châtiés.

Cerezo a précisé: "cela n'aurait pas de sens pour l'avenir que les militaires soient jugés et châtiés en récompense d'avoir cédé le pouvoir".

EDEN PASTORA CONFIRME L'APUUI GUATEMALTEQUE AUX CONTRAS

Le 10 septembre, l'ancien dirigeant contre-révolutionnaire du Nicaragua, Edén Pastora, s'entretenait avec le Président du Congrès et le Secrétaire Général de la Démocratie-Chrétienne: Guatémaltèque -DCG-, Alfonso Cabrera.

Après son entretien, Pastora a affirmé à la presse que le fait d'être reçu par Cabrera constitue "un appui politique tacite et moral" à la cause contre-révolutionnaire.

MENACES DES ESCADRONS DE LA MORT

Le 12 septembre, une dénonciation mentionnait que l'Armée Secrète Anti-Communiste -ESA-, compose des membres officiels de l'intelligence des forces armées, avait menacé de mort le gérant de l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale -IGSS-, Juan Roberto Rodriguez Mendoza. L'Esa a été connu du grand public durant l'administration du Général

Romeo Lucas (1978-1982) lorsqu'elle fut rendue responsable de la disparition et du décès de dizaines de personnes considérées comme des opposants dus régime.

BOURSES FOURNIES PAR L'AID POUR LES COOPERATIVISTES

Le 12 septembre, la presse locale signalait que 200 coopérativistes guatémaltèques avaient reçu des bourses de l'Agence Internationale pour le développement -AID- du gouvernement américain afin de pouvoir suivre un cours d'administration de coopérative aux Etats-Unis.

Le 14 septembre, le premier groupe composé de 40 coopérativistes qui font partie du programme "bourses pour la paix en Amérique Centrale" se rendait à Miami.

LE CONGRES N'A PASSE QUE DEUX LOIS

Le 14 septembre, la presse locale diffusait une analyse selon laquelle après huit mois de mise en place et un coût de 2,5 millions de quetzales (environ 800.000 dollars), le Congrès de la République n'a passé que deux lois parmi les 49 décrets prévus.

Les lois sur la Cour de Constitutionnalité et contre l'Analphabétisation ont coûté 1,2 millions de quetzales chacune, indique l'analyse.

INTERCONNECTION ELECTRIQUE ENTRE LE SALVADOR ET LE GUATEMALA

Le 12 septembre, les Présidents de El Salvador et du Guatemala, respectivement Napoleon Duarte et Vinicio Cerezo, inauguraient dans la ville de Ahuachapán, à l'ouest du Salvador, l'interconnection des système électriques entre les deux pays.

L'interconnection, obtenue au coût de 24,3 millions de dollars, financée par la Banque Centre-Américaine de l'Intégration Economique -BCIE- permettra d'échanger l'énergie électrique et s'efforce de "résoudre les problèmes d'urgence".

ECONOMIE

EMISSION DE MILLIONS SANS PROVISION

Le 11 septembre, le représentant du Congrès devant la Junte Monétaire, le député René de León Escribano, signalait qu'un million et demi de quetzales -quelques 500.000 dollars - étaient émis quotidiennement par la Banque de Guatemala sans provision aucune.

Le représentant a signalé qu'à ce rythme, la monétisation annuelle atteindrait les 540 millions de quetzales (180 millions de dollars).

CONTRE-INSURRECTION

L'ARMEE ANEANTIT DES CULTURES DANS LE NORD-OUEST

Le 13 septembre, l'armée pillait et détruisait une trentaine d'habitations de paysans dans la région de Ixcán, municipalité de Playa Grande, dans le département de El Quiché, au nord-ouest. Ces informations ont été divulguées par des habitants de la localité.

La dénonciation fait mention des opérations de répression qui touchent les bourgades de Mayaland, Los Angeles, Resurrección et Cuarto Pueblo, où les troupes ont détruit les cultures de maïs, de riz, de manioc,

de canne à sucre et de haricots blancs et se sont emparé des possessions des habitants.

INSURRECTION

LES CAUSES JUSTIFIANT L'INSURRECTION SONT PRESENTES

Le Commandant Gaspar Ilom indiquait que "à l'abri et par le biais de la couverture offerte par un gouvernement civil, qui proclame le lancement d'un processus de démocratisation, une politique de répression a été maintenue voire s'est accrue de même qu'une politique de violation des Droits de l'Homme menées à bien par l'armée et les autres corps de sécurité".

Le dirigeant révolutionnaire a mis en exergue le fait que "nous constatons que les temps de définition nécessaire pour que le nouveau régime crée les conditions d'un début de démocratisation au Guatemala, touche dramatiquement à sa fin. On ne peut pas continuer à offrir des promesses de démocratie, alors que le peuple doit supporter chaque jour davantage la faim: on ne peut pas promettre indéfiniment une démocratisation abstraite et en même temps augmenter la répression". Ilom a précisé que tant que ces conditions démocratiques ne seraient pas créées et tant que les causes qui "ont motivé et qui ont justifié moralement le début d'un processus de guerre" ne changeraient pas, "on ne pouvait abandonner la lutte".

Le Commandant Ilom signale, en outre, "qu'un processus de guerre populaire était en soi fort complexe. Et le fait de devoir affronter une nouvelle conjoncture menée de main de maître comme celle à laquelle nous avons dû faire face, au lieu de nous affaiblir, nous a permis de sortir renforcés". Pour Ilom, ce qui est important "c'est que les tâches révolutionnaires à effectuer à l'avenir correspondent aux possibilités réelles de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque - URNG-."

ECHEC REPETE POUR LA CONTRE-OFFENSIVE MILITAIRE

Selon une information rendue publique le 10 septembre, par l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-, dans le cadre de la contre-offensive générale lancée par l'armée dans le sud-ouest et l'ouest du pays depuis la fin août, les forces gouvernementales ont souffert 11 pertes au cours de deux affrontements et les unités guérillères ont occupé 5 plantations cafétières.

Les affrontements ont eu lieu les 7 et 8 septembre dans les départements de Sololá et San Marcos et les occupations des propriétés se sont produites le 2 septembre dans trois municipalités de San Marcos.

MOUVEMENT POPULAIRE

DES ORGANISATIONS PROCHES DE LA DC PRONENT LA DIVISION SYNDICALE

Le 12 septembre, le dirigeant principal de la Fédération des Employés Bancaires et d'Assurances -FESEBS-, Max Sigüenza, indiquait que les secrétaires généraux de la Cofédération de l'Unité Syndicale de Guatemala CUSG, et la Fédération Nationale des Travailleurs -FENAT-, Juan Francisco Alfaro et Julio Celso de León, respectivement, sont en fa-

veur de la division des syndicats et des travailleurs

Le dirigeant syndical a précisé que "pour une raison ou autre, le Président Cerezo et les dirigeants démocrates-chrétiens les prennent en considération lorsqu'il s'agit d'opter pour des décisions politiques en matière de travail". Il a fustigé les deux dirigeants en les qualifiant de "manipulateurs du mouvement syndical et ouvrier du pays à des fins et pour des intérêts de partis et personnels".

PROMOTION DE REFORMES DU CODE DU TRAVAIL

Le 12 septembre, la centrale syndicale signalait que l'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala -UNISITRAGUA- remettrait le 17 septembre prochain, un projet de réforme portant sur le Code du Travail, au Congrès de la République.

Les syndicalistes ont indiqué que lesdites réformes ont été proposées dans le but de se pourvoir d'une législation du travail actualisée, conformément au développement et aux nécessités des travailleurs.

GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA BANQUE D'ETAT

Le 11 septembre, le dirigeant du mouvement, Leonidas Monterroso faisait savoir que 1500 travailleurs de 37 agences de la Banque Nationale de Développement Agricole -BANDESA- représentant l'ensemble du pays entamaient des grèves du travail, trois heures par jour avec une augmentation d'une heure en plus par jour, aux fins d'exiger de meilleures conditions de travail et des augmentations salariales.

Les travailleurs ont affirmé que ce mouvement n'a pas d'intention politique mais, par contre il est dû au fait que le gouvernement démocrate-chrétien n'a pas pris en considération l'octroi d'augmentations salariales de la base et il a augmenté considérablement les salaires des hauts-fonctionnaires de la banque.

SITUATION SOCIALE

80 PETITS GUATEMALTEQUES SUR 100 SOUFFRENT DE MALNUTRITION

Le 12 septembre, le Ministre de l'Education, Eduardo Meyer, signalait que 80 élèves sur 100 qui se rendent à l'école primaire assistent quotidiennement au cours l'estomac vide, ce qui signifie qu'entre 70 et 80% des enfants souffrent à un stade ou à un autre de malnutrition. Le fonctionnaire a fait savoir qu'en moyenne, qu'un élève du cycle primaire a besoin de 18 ans pour achever ledit cycle et qu'un guatémaltèque sur deux âgés de plus de 15 ans est analphabète.

DROITS DE L'HOMME

VICTIMES SUPPLEMENTAIRES DE LA VAGUE DE VIOLENCE

Le 15 septembre, des rapport émanants de sources étrangères et rendus publics à cette date stipulent que la violence gouvernementale dans diverses régions du pays, entre le 13 et le 14 septembre, se solde par deux morts et sept blessés graves.

Le 14 septembre, l'armée signalait qu'entre temps monsieur Mario Augusto Pérez Chacon, signalé "disparu" par le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- depuis le mois d'octobre 1985, a été assassiné à la même épo-

que au cours d'un incident confus.

LES FORCES DE SECURITE INTERVIENNENT DANS LES ASSASSINATS ET ENLEVEMENTS

Le 11 septembre, on apprenait que Juan José Lopez et Samuel Rodrigo Rivas avaient été assassinés par des effectifs de sécurité de la bourgade Tukurú, dans le département septentrional de Alta Verapaz. De même, le commerçant Nehemias Chincilla Najaro, âgé de 30 ans et une personne non identifiée ont été enlevés par des policiers vêtus de civil, le 9 septembre, dans un secteur se situant au sud de la ville de Guatemala. Ces informations ont été données par des proches de la victime, le 10 septembre.

LA DEMARCHE DU JUGE DE LA CSJ ECHOUÉ

Des rapports de presse locaux faisaient savoir le 11 septembre, que la démarche du juge Olegario Labbé visant à rechercher les milliers de disparus signalés par le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- s'est soldée par un échec.

Labbé, nommé dans son poste par la Cour Suprême de Justice depuis le mois de juin dernier, doit répondre aux demandes présentées par le GAM et portant sur la comparution individuelle en faveur de 1.467 disparus pour raisons politiques. Depuis le moment de sa désignation jusqu'à ce jour, aucun résultat n'a pu être obtenu.

LE CONGRES NE TROUVE PAS DE PROCUREUR DES DROITS DE L'HOMME

La presse locale signalait le 12 septembre, que la Commission des Droits de l'Homme du Congrès de la République n'avait pas encore pu désigner de Procureur en la matière étant donné que tous ceux qui initialement avaient été désignés pour le poste l'avaient refusé et avaient demandé que l'on évite de les prendre en considération à l'avenir.

Le problème s'est vu aggraver par le fait que tous ceux qui disposent des mérites académiques et moraux indispensables pour la tâche refusent à accepter leur nomination de Procureur.

REFUGIES

DES ORPHELINS REFUGIES REFUSENT DE RENTRER AU GUATEMALA

Le 14 septembre, un reportage rendu public stipulait que 300 orphelins guatémaltèques réfugiés au Mexique, dans l'état de Quintana Roo refusent de rentrer au Guatemala étant donné qu'ils ne sont pas sûrs de l'avenir qui les attend dans ce pays et qu'ils ignorent l'identité de leurs parents.

L'information signale que les réfugiés disposés à retourner au Guatemala sont peu nombreux et qu'à l'inverse entre 2 à 5 guatémaltèques traversent quotidiennement la frontière mexicaine dans le secteur de Chetumal.

Le reportage reconnaît la tâche efficace et humanitaire réalisée par le gouvernement mexicain, qui fournit le logement, la nourriture et le travail aux réfugiés guatémaltèques, arrivés au Mexique il y a

trois ans à la suite de la violence gouvernementale qui s'exerçait dans ce pays d'Amérique Centrale.